

UNE CULTURE DÉMOCRATIQUE FORTE

De tradition socialiste, la Ville de Grenoble a toujours été le terreau d'expérimentations démocratiques et associatives variées. Elle a acquis une renommée importante à ce sujet pendant les 30 Glorieuses, alors qu'elle était, aux mains d'Hubert Dubedout ¹⁷. De nombreux articles font référence à cette époque comme le « *mythe grenoblois* », en raison des multiples innovations scientifiques, technologiques mais surtout politiques qui ont été expérimentées. De grands travaux d'urbanisme et des politiques de mixité sociale sont alors mis en œuvre, l'objectif étant de favoriser l'apparition d'une démocratie plus participative : développement des unions de quartier, travail étroit avec les associations afin de dynamiser la vie municipale (essentiellement dans le domaine culturel). Les associations sont également sollicitées pour gérer des équipements et collaborer à la réalisation de grands projets. Selon Jonathan Durand Folco ¹⁸, les expérimentations menées par la Ville à cette époque s'inscrivent dans le mouvement municipaliste ¹⁹.

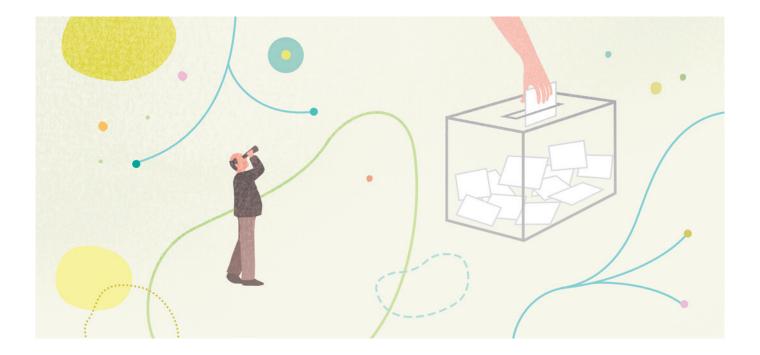
Trente ans plus tard, à l'issue des élections municipales de 2014, remportées par le *Rassemblement citoyen de la gauche* et des écologistes (EELV, PG et alliés), Éric Piolle devient le premier maire écologiste français d'une ville de plus de 100 000 habitants. Les ambitions écologiques et démocratiques portées par la nouvelle municipalité sont fortes et s'inscrivent dans la lignée des actions menées par Hubert Dubedout. L'objectif est de favoriser l'apparition de la *Ville en Transition*.

Le concept de transition regroupe à Grenoble quatre réalités et doit être compris dans ses dimensions : sociale, économique, environnementale et démocratique.

Du 8 au 16 mars 2019, la Ville organisera pour la seconde fois la *Biennale des Villes en Transition*, visant à encourager les quatre transitions, et plus particulièrement l'axe démocratique. Cette même semaine, les *Rencontres Nationales de la participation* auront également lieu à Grenoble, les 11, 12 et 13 mars ²⁰. La thématique retenue cette année est « l'innovation démocratique au service des territoires ».

La notion de transition démocratique repose sur l'idée que la démocratie ne peut pas vivre seulement lors des élections municipales, soit une fois tous les 6 ans. Il s'agit alors de trouver d'autres manières de faire intervenir les citoyens dans l'action publique pour faire exister la démocratie entre deux échéances municipales et refonder l'action municipale.

L'objectif est donc double, renforcer le pouvoir d'action des habitants pour favoriser l'émergence de projets nouveaux et être plus en phase avec leurs attentes, mais également améliorer et enrichir l'action publique.



^{17.} Socialiste, maire de Grenoble entre 1965 et 1983.

^{18.} Docteur en philosophie de l'Université Laval et professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul d'Ottawa, il est notamment auteur d'une thèse intitulée « L'écologie politique de la ville : vers une démocratie urbaine, délibérative et écologique » et d'un essai, « À nous la ville ! Traité de municipalisme ».

^{19.} Pour plus d'informations sur le mouvement municipaliste : cf fiche Cadix.

^{20.} http://www.rencontres-participation.fr/page/64926-accueil20

Faire de Grenoble un véritable laboratoire urbain

Face aux enjeux climatiques et énergétiques actuels, la Ville de Grenoble met en place différents outils afin d'enclencher la transition environnementale. Afin de rendre celle-ci la plus démocratique possible, la municipalité teste différentes approches pour impliquer les citoyens et les différentes parties prenantes.

Soutenir les initiatives citoyennes

En premier lieu, la Ville cherche à soutenir les initiatives citoyennes. L'objectif est de valoriser, soutenir et accompagner les projets, en accord avec les ambitions de la Ville, portés par les citoyens. La démarche principale s'intitule « Grenoble, ville citoyenne ». Elle vise à favoriser la transition démocratique. Elle a pour objectif d'ouvrir des espaces de démocratie locale aux citoyens, de leur laisser de la place pour s'exprimer librement, sans les guider sur un sujet spécifique. Pour cela, la Ville a mis en place trois outils principaux qui sont :

LE BUDGET PARTICIPATIF

Il s'agit d'un dispositif permettant aux résidents grenoblois (dès 16 ans) de décider de l'affectation d'une partie du budget d'investissement de la Ville, sur la base de projets proposés par les citoyens. Les projets sont soumis au vote des habitants et étudiés par la Ville, ceux remportant le plus de suffrage seront réalisés. Le budget participatif représente une enveloppe de 800 000 € / an. Le Forum des idées, journée au cours de laquelle les habitants peuvent échanger avec les personnes portant un projet dans le cadre du budget participatif et voter pour leur proposition favorite, a réuni en avril 2018 un total de 1 123 participants, soit 310 de plus qu'en 2017.

LES CONSEILS CITOYENS INDÉPENDANTS

Ce sont des groupes de citoyens réunissant jusqu'à 20 habitants volontaires et 20 habitants tirés au sort, parmi les résidents de plus de 16 ans. Ils ont comme objectif d'initier des projets économiques, de coanimer le débat public, de mener des actions de solidarité. Ils peuvent interpeller la Ville par des questions ouvertes lors du conseil municipal.

L'INTERPELLATION ET LA VOTATION D'INITIATIVE CITOYENNE

Il s'agit de la possibilité donnée aux résidents grenoblois de plus de 16 ans d'interpeller le Conseil Municipal par le biais d'une pétition. Si celle-ci reçoit plus de 2 000 signatures, elle doit être automatiquement débattue. Toute pétition n'ayant pas été retenue par le Maire doit être portée à l'avis des citoyens dans le cadre d'une votation citoyenne organisée au moins une fois par an. Si celle-ci reçoit 20 000 votes elle sera automatiquement mise en œuvre.



Contraintes juridiques

Le 24 mai 2018, le tribunal administratif de Grenoble a rendu un arrêt - à la demande du Préfet de l'Isère - annulant le dispositif d'interpellation et de votation citoyenne. La Ville de Grenoble a fait appel de cette décision. Alors que les citoyens demandent davantage de démocratie et de pouvoir de décision, certaines villes prêtes à tenter des expérimentations voient leurs dispositifs annulés. Au-delà des problématiques propres à la transition énergétique, les initiatives de démocratie participative mises en place questionnent plus largement les pratiques.

Dans ce contexte, une quarantaine de personnes, dont le maire de Grenoble, ou encore les adjoints aux maires de Rennes, Nantes, Paris et Metz ont signé une tribune dans Libération le 1er juin 2018 21 visant à réclamer un droit d'expérimentation pour favoriser la démocratie locale.

- 21. http://www.liberation.fr/debats/2018/06/01/donnons-aux-citoyens-le-droit-d-interpellation_1655882
- 22. Entretien avec Pierre-Loïc Chambon, le 29 juin 2018

Il n'est dans ces dispositifs pas question de guider les thèmes qui seront soulevés par les citoyens. La transition énergétique n'apparaît pas comme un prérequis. Pourtant, il s'avère qu'un certain nombre de projets proposés portent sur la transition écologique et énergétique. D'après Pierre-Loïc Chambon, directeur de projet démocratie participative à Grenoble, le budget participatif est ainsi un « bon baromètre pour voir les sujets qui intéressent les citoyens » ²².

Parmi les nombreux projets proposés par les citoyens lors du budget participatif 2018, un certain nombre d'entre eux touchent à la transition énergétique. C'est par exemple le cas de celui portant sur les cool roofs (peintures réflectives pour isolation thermique). De même, certains conseils de quartier ont souhaité travailler sur le thème des îlots de chaleur.

Ces projets témoignent à la fois de l'intérêt envers les questions énergétiques, mais également d'une certaine culture vis-à-vis de ces questions: les citoyens sont renseignés, lisent des publications, ont des connaissances techniques, sont engagés ...

Par ailleurs, la Ville de Grenoble soutient, autant que possible, et valorise les initiatives locales. C'est par exemple le cas des actions portées par *Energ'Y Citoyennes*, projet coopératif d'investissement citoyen dans l'énergie solaire sur le territoire grenoblois. À son lancement en 2016, la municipalité et la métropole ont choisi de soutenir le projet en achetant des parts

dans la société (sans pour autant devenir actionnaires majoritaires) et en mettant à disposition des toitures de bâtiments municipaux.

De même, Grenoble cherche à valoriser l'action des citoyens qui s'engagent dans des initiatives démocratiques. Un certificat d'action citoyenne a été instauré par Sciences Po Grenoble en partenariat avec la Ville. Il s'agit d'une reconnaissance universitaire des compétences acquises par les citoyens lors de leur implication citoyenne. La formation est composée d'enseignements théoriques (journée socle, modules, conférences, lecture d'ouvrages) ainsi que d'un module de valorisation de l'engagement citoyen (centré sur la conduite de projet). Après une première année d'expérimentation avec une dizaine de citoyens volontaires issus des conseils citoyens indépendants, la Ville a souhaité pérenniser ce dispositif et l'ouvrir plus largement à l'ensemble des membres des instances citoyennes grenobloises (conseils citoyens indépendants, unions de quartier, tables de quartier) ainsi qu'aux membres les plus impliqués (bureau) dans le fonctionnement des associations grenobloises. La deuxième promotion a démarré en novembre 2018. L'essentiel du coût de cette formation est couvert par la Ville 23.

Enfin, en lien avec le CNFPT ²⁴, la Ville forme chaque année 15 agents municipaux à la démocratie participative afin de permettre un meilleur accompagnement des dynamiques.

2 Impliquer les citoyens dans les actions municipales

En parallèle du soutien accordé aux initiatives locales, la Ville de Grenoble cherche également à impliquer les différents acteurs du territoire dans ses propres actions.

En 2016, elle a ainsi lancé une plateforme nommée « **Grenoble**, **ville de demain** ». Composée de différents outils, celle-ci cherche à répondre à la question « *Comment fait-on la ville en transition?* ». L'objectif est de lancer une dynamique s'incarnant à la fois par des rendez-vous ainsi que par une communauté. Contrairement aux initiatives précédentes, les actions ici ne sont pas guidées par les citoyens mais imaginées par la municipalité qui tente d'y investir les différents acteurs.

Les thématiques traitées sont des thématiques nouvelles mais aussi des plus anciennes qui ne peuvent être gérées par les services classiques de la Ville. Elles requièrent de nouvelles méthodes, il s'agit ainsi de travailler de façon collaborative et de re-questionner le schéma classique de la subvention en associant des partenaires à géométrie variable, notamment : la Ville de Grenoble, des partenaires locaux historiques tel GEG ²⁵, des acteurs externes qu'ils soient académiques (Université, Grenoble École de Management etc.) ou économiques (volonté de développer davantage de partenariats avec ces derniers).

La plateforme regroupe aujourd'hui une équipe de quatre personnes. Aucune n'est dédiée à plein temps à son animation. Parmi les outils et actions mises en place, aucun n'est spécifiquement dédié à la transition énergétique, hormis le programme *City-zen*. Pour les autres, il s'agit de traiter la transition énergétique de façon transversale.

Cette plateforme témoigne d'une réelle volonté de tester de nouvelles méthodes et de faire évoluer les pratiques, pour cela une échelle restreinte permet de garder de la maîtrise sur les actions et une certaine flexibilité. Elle résulte d'une commande politique forte de la Ville de Grenoble qui voulait pouvoir faire évoluer ses pratiques en interne en bénéficiant des retours de cette plateforme. Pour toutes ces raisons, il a été décidé que la plateforme resterait à l'échelle municipale mais avec l'espoir que les différentes réalisations puissent permettre d'essaimer à plus grande échelle.

^{25.} GEG : Gaz Électricité de Grenoble. Il s'agit d'une société d'économie mixte locale qui produit des énergies renouvelables, exploite des réseaux de distribution de gaz et d'électricité, vend de l'électricité, du gaz, de la chaleur, et propose des services d'éclairage. La Ville de Grenoble est actionnaire majoritaire, et Vincent Fristot (adjoint Urbanisme, Logement Habitat et Transition Énergétique) en est le Président.

CITY-ZEN Un projet européen emblématique



Lancé en 2014, *City-zen* est un projet européen associant les villes d'Amsterdam (Pays-Bas) et Grenoble pour développer des innovations de la « ville intelligente et durable » en matière de rénovation énergétique des logements, de réseaux de chaleur et de froid ainsi que de Smart Grid. La particularité de ce projet est la volonté de chercher à impliquer tous les acteurs dans le processus, qu'ils soient publics, économiques, industriels, privés ou citoyens.

Dans ce projet, la participation citoyenne est pensée selon trois axes.

1. Rénovation thermique des habitations

Il s'agit de mettre en place des ateliers et animations afin de travailler avec toutes les parties prenantes sur les questions de rénovations thermiques des habitations. L'accompagnement porte sur les bailleurs sociaux, les copropriétés et les habitants.

2. Suivi de la consommation énergétique

La Ville de Grenoble participe au défi « École à énergie positive ». Le projet *City-zen* permet, avec quelques écoles, d'aller plus loin en proposant une instrumentation. Les écoliers suivent la consommation de leur classe et un travail est instauré dans la durée, associant les enseignants, les écoliers, des techniciens de la Ville etc.

Cette instrumentation a concerné une école en 2016-2017 et quatre écoles en 2017-2018. La première année, les retours ont été très positifs, les enfants s'appropriaient très bien le défi, la sensibilisation était très forte, d'autant plus que les écoles permettent de brasser différentes couches de la population. Un des objectifs du défi était la diffusion des bonnes pratiques dans les familles.

L'engouement a été moins marqué la deuxième année ; la question se pose de savoir si le dispositif (la partie instrumentation) sera reconduit pour la rentrée 2018 ²⁶.

3. Prise en main de nouveaux outils

La métropole a récemment lancé une plateforme numérique, *Métro Énergie* ²⁷, permettant à chaque citoyen de consulter ses consommations de gaz, électricité, chauffage urbain et eau, de bénéficier de conseils et informations pour inciter les utilisateurs à consommer moins et mieux et de réduire leur facture énergétique.

Cette plateforme est en phase d'expérimentation dans un quartier de Grenoble (La Tronche). Elle est développée et soutenue par de nombreux acteurs du territoire (GEG, ALEC, projet *City-zen* etc.), l'objectif étant de sensibiliser par le biais d'ateliers, de défis, d'informations ludiques, de comparaisons etc.

LA FABRIQUE Concertation



Afin d'impliquer différemment, des « Fabriques » ont été mises en place autour de thématiques spécifiques. Chaque fabrique regroupe, pendant trois heures, une quarantaine de personnes issues du monde de la recherche, d'institutions, de la société civile et du monde économique, avec l'objectif d'énoncer des pistes de travail pour le territoire grenoblois. Les îlots de chaleur urbains et l'adaptation au changement climatique sont les deux thèmes traités qui entrent dans le champ de la transition énergétique.

- 26. Lors de l'entretien du 30 juillet 2018 la question n'était pas encore tranchée.
- 27. https://www.lametro.fr/621-metro-energies.htm

GRENOBLE CIVICLAB

Coconstruction de projets

Grenoble CivicLab est une démarche ouverte de co-conception d'outils numériques (web, appli, dispositifs électroniques ...) visant à accompagner les changements de comportements sur le territoire de l'agglomération grenobloise et à développer de nouveaux usages de la ville dans un contexte de transitions économiques, sociales et environnementales.

Ce dispositif, initié par l'ancien directeur de la mission « Ville de demain », fonctionne par appel à projets. Cinq défis à relever sont identifiés par la Ville, en lien avec des besoins du territoire. Ces défis sont ensuite soumis aux habitants qui sont invités à proposer des prototypes axés sur les besoins et la participation des usagers.

Pour cela, différents outils, méthodes sont mis à la disposition des participants: ateliers (business model pitch, prototype ...), matériel (capteurs de pollution, sessions au FabLab etc.), accès facilité aux données numériques locales (données publiques, consommation énergétique etc.) et la mise en relation des participants avec des experts et personnes intéressées par leur projet.

Les partenaires sont variés – par exemple l'École de Management, *Orange* ou *Kiss Kiss Bank Bank* (plateforme de crowdfunding) – ce qui permet de tester différentes approches d'accompagnement.

Cependant, l'objectif de ce Lab n'est pas tant le prototype numérique final mais plutôt la démarche en elle-même. Le site internet du *CivicLab* résume ainsi l'initiative : « *L'ambition* étant tout autant de faire émerger des applications de services urbains que de mobiliser largement dans le cadre d'une démarche d'innovation économique et sociale. »

En 2018, un défi sur les cinq proposés portait sur l'énergie. Il avait pour thème « l'énergie comme support à échanges de proximité ». La thématique de l'énergie a été pensée par l'équipe du Lab, celle-ci est allée chercher GEG, partenaire historique de la Ville de Grenoble, en lui proposant de réfléchir à un challenge à proposer. C'est ainsi qu'est né ce défi.

Cependant, alors que les quatre autres défis ont connu un beau succès, très peu de candidats ont participé au défi énergie, et aucun ne répondait vraiment à la problématique posée. Selon Nathalie Moyon ²⁸, responsable du projet *City-zen* et en charge des questions énergétiques pour la mission *Ville de demain*, la transition énergétique n'est pas une thématique qui parle suffisamment aux habitants. Une partie de la population est déjà très sensibilisée et susceptible de proposer des projets (comme celui des cool roofs dans le cadre du budget participatif), mais, pour le reste des habitants, cette thématique ne mobilise pas suffisamment. Tout l'enjeu est de distiller la transition énergétique dans les outils traditionnels de la Ville afin de permettre une mobilisation large, plutôt que de développer un outil spécifique.

Mobiliser les acteurs traditionnels

Les thèmes qui mobilisent le plus autour de la transition énergétique sont le vélo et l'agriculture urbaine. Hormis cela, les sujets qui préoccupent le plus relèvent plus de questions sociales comme l'accession aux droits de base ou la violence faite aux femmes.

L'enjeu est d'utiliser les canaux traditionnels pour sensibiliser et associer les citoyens à la construction des politiques de transition énergétique. Pour cela, la Ville de Grenoble travaille avec ses structures historiques pour atteindre au maximum la population.

Tout d'abord **le CCAS** (Centre Communal d'Action Social) qui s'est saisi des questions de précarité énergétique, un problème important à Grenoble, en développant une plateforme qui vise à aider les ménages à réduire leur consommation énergétique.

Les maisons des habitants ²⁹ qui sont confrontées au problème du retour à l'emploi des femmes. Pour faciliter celui-ci, diverses actions ont été mises en place, notamment des formations permettant aux femmes de réapprendre à faire du vélo. L'angle d'approche initial n'est ici pas la transition énergétique, mais cette mesure l'impacte de façon indirecte.



On observe donc une double dynamique engagée à Grenoble. Il s'agit d'un côté de proposer des outils aux citoyens afin qu'ils puissent faire remonter et participer au traitement des sujets qui les préoccupent. De l'autre, il s'agit de créer des espaces permettant aux citoyens d'aider la Ville à répondre à des problématiques données, telles que l'évolution démographique, la justice sociale, la transition énergétique, la nature en ville, l'urbanisme durable, les mobilités douces, l'économie du partage, les circuits courts, les nouvelles solidarités ou encore le boom du numérique.

Selon Pierre-Loïc Chambon, la volonté de donner plus de pouvoir aux citoyens se traduit par des changements importants pour le trio citoyens / services / élus.

Jusqu'alors relativement passifs, les citoyens sont désormais beaucoup plus actifs dans les démarches municipales, leur posture pouvant dans certains cas aller jusqu'à la coconstruction. Pour les services, l'enjeu est de quitter le monopole de l'expertise, et de passer de la posture d'initiateur de projets à celle d'accompagnateur des citoyens. Enfin, les élus voient également leur rôle changer, ils deviennent de plus en plus les garants des règles du jeu. La Ville devient finalement un acteur parmi d'autres et se place de plus en plus en facilitateur de projets.

Dans le domaine de la transition énergétique, comme en témoignent les premières conclusions de l'étude des actions mises en place par la plateforme *Grenoble*, *ville de demain*, il est difficile de mobiliser l'ensemble de la population à Grenoble. Nathalie Moyon explique ainsi que le danger réside dans le fait que seules les personnes déjà sensibilisées et investies prennent part aux démarches ciblées exclusivement sur la transition énergétique. Selon elle, l'enjeu est de sensibiliser par les moyens traditionnels, tout en continuant à tester de nouvelles approches, d'autant plus que la réflexion autour des thématiques énergétiques et participatives est récente. Il y a « des habitudes à trouver, mais il y a aussi des choses qui doivent se réinventer en permanence ».



Pour plus d'informations

■ Ville de Grenoble : http://www.grenoble.fr/30-vie-municipale.htm

■ Plateforme *Grenoble*, *ville de demain* : http://villededemain.grenoble.fr